



Lomé, le 28 février 2024

Manifestations des travailleurs en Guinée : Le gouvernement doit être à l'écoute de la population, éviter la violence et recourir à un véritable dialogue pour sortir de l'impasse.

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique, www.ituc-africa.org) suit de près et avec beaucoup d'intérêt l'évolution de la situation sociale en République de Guinée.

Nous avons été choqués et profondément attristés d'apprendre l'assassinat tragique de deux jeunes à Conakry, lundi, lors des manifestations du premier jour d'une grève générale illimitée. Ces décès nous rappellent avec force combien les travailleurs et le peuple de Guinée sont confrontés à de graves difficultés lorsqu'ils élèvent la voix pour revendiquer des libertés et des droits fondamentaux.

La grève générale met l'accent sur des questions essentielles, notamment la libération des travailleurs emprisonnés, la hausse des prix des denrées alimentaires et la fin de censure et d'ingérence [du gouvernement] dans l'utilisation de l'internet. Il s'agit là d'une question de dignité fondamentale que chaque individu mérite.

Nous condamnons fermement le recours, meurtrier, à la force contre des manifestants pacifiques. Le droit de se réunir, d'exprimer son désaccord et de demander des comptes à ceux qui détiennent le pouvoir sont des piliers fondamentaux de la démocratie qui doivent être maintenus et protégés à tout moment. Les travailleurs ont le droit d'exprimer leur point de vue sur la situation économique du pays par des manifestations pacifiques, sans crainte d'intimidation, de coercition, de répression ou de violence.

De plus, nous sommes profondément préoccupés par la dissolution du gouvernement de transition dans des circonstances mystérieuses, ce qui soulève des inquiétudes quant à la stabilité et à la direction de la gouvernance en Guinée. Cette situation ne fait qu'exacerber les tensions et semer davantage d'incertitude, de méfiance et d'érosion de la confiance au sein de la population.

La CSI-Afrique réitère son appel à la libération immédiate des travailleurs détenus et exhorte toutes les parties à s'engager dans un dialogue constructif pour trouver des solutions aux revendications du peuple guinéen.

La CSI-Afrique réitère son soutien à une solution pacifique qui respecte les principes de justice, de démocratie et de droits de l'homme. Par conséquent, nous exhortons le gouvernement guinéen à négocier avec les travailleurs et leurs représentants en vue de parvenir à un consensus sur cette impasse sociopolitique.

Le gouvernement militaire guinéen doit, pour témoigner de sa bonne foi, libérer sans condition toutes les personnes détenues pour des motifs en relation avec l'impasse actuelle, notamment les dirigeants syndicaux, et s'abstenir de toute nouvelle mesure d'intimidation et de harcèlement à l'encontre des voix dissidentes. Le gouvernement doit enquêter, poursuivre et punir les auteurs des attaques meurtrières contre les manifestants afin de mettre un terme à l'impunité. Nous exhortons également le gouvernement à faire preuve de plus d'imagination dans la conception et la mise en œuvre de mesures de protection adéquates contre l'inflation galopante et l'aggravation de la pauvreté.

Nos pensées vont aux familles et aux proches de ceux qui ont perdu la vie, et nous leur présentons nos sincères condoléances.



Le Secrétaire Général

Akhator Joel Odigie